

1 avril 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing à Meudon, notamment sur le logement, les transports, la protection de l'environnement dans les Hauts-de-Seine et son programme pour l'emploi, mercredi 1er avril 1981.

Mes chers Amis de Meudon et des Hauts-de-Seine, je vous remercie d'être venus à cette réunion du soir dans cette ville de Meudon, qui nous accueille, sous ce chapiteau, et malgré cet accident qui, il y a quelques instants, a blessé quelques-uns d'entre vous et je leur exprime toute mon amicale sympathie dans cette épreuve qui les a frappés à l'occasion de cette réunion, et demain matin Anémone prendra individuellement des nouvelles de chacun d'entre eux.

(Applaudissements)

Vous êtes venus pour cette réunion. Vous avez déjà assisté à un mur d'images, vous venez d'entendre 3 orateurs, que je remercie pour le soutien sensible, éclairé et bienveillant qu'ils m'apportent, l'une et les autres.

Et maintenant, que vais-je vous dire ?

Je voudrais d'abord vous parler, Monsieur le Maire, de vos problèmes, des Hauts-de-Seine et de la partie ouest de la Région parisienne, en quelques mots, parce que ce sont des problèmes quotidiens pour vous, et que les Candidats aux grandes fonctions nationales doivent en même temps se préoccuper et connaître les données de la vie quotidienne des Françaises et des Français.

Ensuite, je vous dirai quels sont, dans cette campagne, mes objectifs pour la France, mes objectifs que je vous demande de partager et de soutenir avec moi, comme vous le faites déjà ce soir par votre présence.

D'abord, les problèmes de votre Région, de cette banlieue ouest de Paris.

Depuis 1974, dans des Gouvernements où d'ailleurs vos élus ont été présents, où ils ont apporté leur compétence et leur connaissance de vos problèmes, nous avons engagé une nouvelle politique d'aménagement urbain.

Cette politique Monsieur le Maire, vous me l'avez présentée en me posant des questions.

Je vous apporte ici des réponses.

Vous savez d'abord que nous avons réformé notre système d'aide au logement pour permettre aux Françaises et aux Français de choisir eux-mêmes le type de logement qu'ils veulent habiter. Les aides publiques au logement sont maintenant concentrées, en France, sur les ménages les moins favorisés.

Les trois quarts des bénéficiaires des nouveaux prêts à l'accession à la propriété sont des employés ou sont des ouvriers.

Deuxième résultat : les ménages et notamment les jeunes foyers, commencent à avoir une véritable possibilité de choisir entre le neuf et l'ancien, entre la maison individuelle et l'habitat collectif, entre la location et l'accession à la propriété.

C'est ainsi également que la qualité et le confort des logements, qui étaient si insuffisants dans notre pays se sont progressivement améliorés.

La superficie moyenne des logements mis en chantier à l'heure actuelle est de 100 m² - elle était de 80 m² en 1974.

Contrairement à ce qu'on dit ou à ce qu'on écrit la production de logements neufs en France s'est maintenue à un niveau élevé qui, rapportée à sa population, est la plus élevée d'Europe.

... ces logements à un niveau élevé qui, rapportés à la population, sont plus élevés à l'étranger. 2 millions 300 000 logements ont été mis en chantier alors que la population n'augmentait que d'un million d'habitants, et ainsi le rapport entre les logements construits et l'augmentation de la population a doublé au cours de mon septennat par rapport à la période antérieure.

Les partis d'opposition ont contesté ces réformes. Ils les ont contestées à partir d'une attitude qui était le refus d'accepter la préférence des Français pour la maison individuelle et pour le petit collectif.

Or nous disposons maintenant des résultats d'une enquête qui nous permettent de savoir ce que veulent les Français concernant leur logement. Cette enquête a été menée pendant sept ans, en posant des questions aux 400 000 ménages qui ont consulté dans toute l'Île-de-France les centres d'information sur le logement.

Il faut savoir que 60 % sont venus se renseigner sur la possibilité d'acquérir une maison individuelle, et je dis bien 99 % souhaitent accéder à la propriété, et c'est pour cela que je me suis fixé comme objectif de rendre les Français propriétaires de la France.

(Applaudissements)

Je considère que cette réforme importante de 1977, que vous connaissez bien, Monsieur le Maire de Saint-Cloud, doit être encore complétée sur deux points : il faut maîtriser l'évolution des charges, il faut aider davantage les jeunes ménages pour leur première accession à la propriété. Maîtriser l'évolution des charges : dès à présent les logements que nous mettons en chantier à l'heure actuelle consomment 40 % d'énergie de moins que les logements construits avant 1974, et je proposerai un programme de dix ans d'augmentation des aides à l'isolation thermique des logements pour éviter l'augmentation des charges locatives.

Je me réjouis de voir que Meudon la Forêt est à l'avant garde à cet égard avec le recours à la géothermie qui chauffera dans votre ville 3 000 logements.

Les conditions actuelles de crédit rendent difficile l'accession à la propriété des jeunes ménages. Aussi je proposerai une aide spécifique pour la première accession à la propriété pour ce geste essentiel dans la vie d'un jeune ménage qui consiste à son départ dans la vie à pouvoir acquérir le logement dans lequel il souhaite comme toutes les familles françaises installer son premier foyer.

Mon objectif est d'accroître chaque année de 50 000 dont 10 000 pour l'Île-de-France le nombre des premières accessions à la propriété pour les jeunes ménages français (applaudissements).

Second volet de la politique d'aménagement de l'Ouest de la Région parisienne les transports en commun.

Nous avons tous vu le film tourné d'après un ouvrage d'un sénateur des Yvelines, qui décrivait les conditions de transports. Or il faut savoir qu'en Île-de-France en sept ans, 42 kilomètres de nouvelles lignes de métro, 43 kilomètres de nouvelles lignes SNCF banlieue ont été mis en service.

La carte orange a représenté la réalisation la plus spectaculaire en matière de transports en commun. Elle a été décidée au cours d'un conseil des ministres, à l'Élysée, pendant mon septennat, et la carte Jaune qui va être introduite à partir d'aujourd'hui dans l'Île-de-France a été décidée en juillet dernier à l'occasion d'une réunion de travail entre le gouvernement et les élus d'Île-de-France, et en particulier les élus du Conseil Régional d'Île-de-France que je félicite du caractère positif de leur coopération.

Pour l'avenir, il faut achever le maillage des réseaux de transports en commun, et je pense, Monsieur le Maire, au prolongement de la ligne n° 13 jusqu'à Vélizy-Villacoublay, avant la fin de l'année, et je pense aussi à l'effort qui doit être poursuivi pour rapprocher l'habitat de l'emploi. A cet égard, le prochain transfert à Meudon du Centre de Formation du personnel communal y contribuera, puisqu'il apportera des emplois qui pourront être occupés par des habitants de votre ville.

La troisième action, dans ces problèmes, c'est la protection de l'environnement. Là encore je veux m'en tenir à des résultats visibles et incontestables. Pendant chacune des années de ce septennat, il aura été ouvert en Île-de-France un espace vert d'une dimension égale au Bois de Boulogne, et pendant les sept ans du septennat, puisque la forêt de Meudon est un peu plus

grande que le bois de Boulogne, il aura été ouvert l'équivalent de six forêts de Meudon dans l'Ile-de-France. Voilà ce que vous devez savoir. (Applaudissements)

Au cours des derniers mois, dans les Hauts de Seine, vous allez vu ouvrir au public le parc de l'Ile Saint-Germain et celui des Haras de Jarly, et vos élus peuvent vous dire que ni l'un ni l'autre ne serait aujourd'hui à votre disposition s'il n'y avait pas eu l'insistance personnelle du président de la République auprès des instances responsables pour obtenir l'effort financier de l'Etat et des collectivités locales. (Applaudissements)

A l'heure actuelle la pollution du ciel de l'agglomération parisienne - pollution du ciel que j'observe au dessus de Meudon parce que, Monsieur le Maire, quand on se pose tout près de chez vous à Villacoublay quand on est en avion, ou quand on se pose tout près de chez vous à Issy-les-Moulineaux quand on est en hélicoptère on traverse le ciel qui est au dessus de vous - a diminué d'environ 40 %. Ces résultats sont considérables. Aucun pays n'a fait autant et si vite pour la protection de l'environnement.

Mais il y a deux points que je voudrais évoquer sur ce sujet, et sur lesquels des progrès importants restent à faire. Il y a d'abord la protection contre le bruit. A l'heure actuelle un Français ou une Française sur deux déclare souffrir du bruit. C'est pourquoi je souhaite que l'action pour l'environnement dans le prochain septennat prenne notamment la forme d'un programme d'action contre le bruit, éliminant les causes du bruit et assurant la protection des zones riveraines des grandes infrastructures de transport.

C'est ainsi que l'isolation phonique, l'isolation contre le bruit de Meudon la Forêt, le long de l'autoroute Paris-Chartres que nous parcourons souvent les uns et les autres, sera engagée dès cette année et achevée l'année prochaine. (Applaudissements)

L'autre problème, c'est celui de la sécurité, je veux dire la sécurité quotidienne des Françaises et des Français, cette sécurité qui est ressentie par ceux qui habitent des pavillons isolés, qui est ressentie par ceux qui doivent faire des trajets le soir ou la nuit, des personnes âgées, des femmes seules, par ceux qui utilisent à certains moments certains moyens de transports.

Vous savez que le gouvernement s'est engagé dans un effort régulier systématique de protection de la sécurité des Français. Pour la Région parisienne, pour la banlieue parisienne, on a augmenté récemment de 1000 les effectifs de policiers et on développe la politique de l'îlotage. Concernant votre département, on y a affecté une Compagnie Républicaine de Sécurité uniquement à des fins de sécurité générale, parce que je souhaite que la France retrouve et garde la sécurité quotidienne des Françaises et des Français qui a été longtemps la règle dans notre pays et qui est sans doute une des premières aspirations de notre population. (Applaudissements)

Voilà, Monsieur le Maire, voilà, Messieurs les élus, élus nationaux, élus parlementaires, élus municipaux des Hauts-de-Seine et de l'Ouest parisien qui m'apportez votre soutien, votre soutien chaleureux et amical dans cette campagne nationale dont je vais maintenant vous parler.

(Applaudissements)

Cette campagne, elle doit définir clairement les propositions pour la France. A quoi servirait cette campagne si elle débutait dans l'équivoque et si elle se terminerait dans l'incertitude ?

Monsieur le Président du groupe UDF à l'Assemblée Nationale vous avez bien fait de dire que dans une campagne l'équivoque, le doute, l'ambiguïté ne sont pas permis, ne sont pas de jeu, parce que ce qu'on va vous demander, à vous les Françaises et les Français, c'est un vote simple, c'est un vote clair. Lorsque le 26 avril, lorsque le 10 mai vous irez individuellement dans les isolements traditionnels de la vie républicaine, vous serez tout seuls, et vous aurez à choisir pour sept ans l'homme qui aura les plus lourdes responsabilités dans la vie nationale, et à vous, on demandera un choix clair.

Eh bien, si votre choix doit être clair, il faut que les propositions de ceux qui viennent devant vous soient des propositions également claires, sans ambiguïté, sans confusion, sans remise à plus tard des précisions ou des engagements qui doivent vous être donnés. (Applaudissements)

Si je suis élu Président de la République c'est-à-dire et vous me confiez à nouveau le pouvoir que je vous rends intact, au terme de ce premier septennat, je veux que vous sachiez clairement ce qui sera maintenu et ce qui sera accompli en France.

D'abord, ce qui sera maintenu. Je dis bien maintenu parce que lors qu'un pays a, à la fois, la longue histoire, les longues traditions du nôtre, lorsque ce pays a été fait par les efforts, de tous ceux qui ont servi qui ont combattu pour lui, y compris dans les échéances récentes, il y a des choses qui doivent être préservées en France.

La première des valeurs que nous devons préserver, ce sont nos libertés. (Applaudissements) Les libertés doivent être maintenues avec les amis de la liberté c'est-à-dire les amis de la liberté à l'intérieur de la France et à l'extérieur de la France, dans le monde entier.

Dans ces réunions où je vais le soir, comme dans la vôtre, il y a des jeunes qui allument de petites lumières, et peut-être derrière n'avez-vous pas vu, mais quand je suis entré, il y avait ici et là ces petites lumières. Le sens que je leur donne, c'est que ce sont les lumières de la liberté, ces lumières qui sont ailleurs, et notamment en Europe, dans certains pays, des lumières clandestines, et qui sont, en France, des lumières au grand jour. (Applaudissements).

Nous maintiendrons ensemble les libertés de la France, comme nous l'avons fait pendant sept ans, au point d'ailleurs que cette campagne qui commence - notez le - dans le calme démocratique, ne mentionne même pas dans ses thèmes principaux, les thèmes qu'on évoquait encore au début de mon élection et qui étaient la protection des libertés. Pourquoi ne les évoque-t-on pas ? Parce que l'on sait que le thème des libertés, que la cause des libertés sont maintenant sans équivoque de notre côté. (Applaudissements).

Une liberté qui fait partie des libertés est la liberté économique. Partout dans le monde où la liberté économique recule, la liberté tout court recule aussi. C'est pourquoi, pour moi, la défense des libertés, c'est aussi la défense de la liberté économique, c'est à dire la défense de la liberté d'entreprendre. Il faut que les Français aient le droit de pouvoir créer des Entreprises, qu'ils aient le droit de pouvoir s'installer à leur goût, qu'ils aient le pouvoir d'exercer comme ils l'entendent des activités libérales.

Or, là-dessus, renseignez-vous, lisez attentivement les programmes, lisez-les catégorie par catégorie, et vous verrez quelles sont les restrictions que l'on propose d'apporter à l'exercice des libertés économiques ou à l'activité des professions libérales.

La liberté économique fait partie pour moi des libertés tout court. (Applaudissements).

Il faut ensuite garantir la sécurité intérieure et extérieure de la France, dans les grandes aspirations des Françaises et des Français telles qu'ils les expriment. Cette aspiration à la sécurité vient en tête de toutes, et les 3 objectifs que j'ai retenus dans ma campagne, qui sont les libertés, la sécurité et l'emploi, sont les 3 grandes exigences des Françaises et des Français à l'heure actuelle, et tout à l'heure, Roger Chinaud, vous nous le rappeliez.

La sécurité intérieure, je vous en ai dit un mot tout à l'heure. Cette sécurité doit être assurée bien entendu dans le respect des lois, et par la justice. C'est pourquoi un effort considérable a été accompli au cours des dernières années, pour accroître les moyens et l'efficacité du service public de la Justice en France.

La sécurité extérieure, l'effort de défense.

Je vous dirai que dans les responsabilités essentielles du Président de la République, il est donc une responsabilité à propos de laquelle on doit juger individuellement chacun des candidats : c'est sa responsabilité concernant la sécurité de la France.

Quand nous avons appris, avant-hier, qu'un attentat avait été commis contre le Président d'un grand Etat, ami et allié de la France, et auquel je vous demande de manifester, en raison de cet attentat, votre sympathie... (vifs applaudissements).

Quand l'opinion mondiale, ou quand l'opinion de son pays, l'opinion américaine a appris l'attentat, dans les heures suivantes, quel était le problème qui se posait, qui l'emportait sur tous les autres problèmes ? C'était : qui allait être, à ce moment-là, le garant de la sécurité des Etats-Unis ? On ne se posait pas des problèmes concernant la fiscalité ou concernant la situation de telle ou telle catégorie particulière, on se posait immédiatement un problème de sécurité.

Eh bien, la première responsabilité du Président de la République Française, c'est de veiller sur la sécurité de la France. Même dans cette campagne où j'utilise, vous l'observez, les moyens d'un candidat comme les autres pour mes déplacements ou pour mes réunions, partout j'ai pris les dispositions nécessaires pour pouvoir être joint en quelques minutes s'il y avait des décisions

dispositions nécessaires pour pouvoir être jointe en quelques minutes et il y avait des décisions essentielles à prendre pour la sécurité de la France.

Eh bien, en ce qui concerne l'effort de défense, peuvent seuls en parler ceux qui l'ont décidé ou ceux qui l'ont soutenu, et les citations abondent... (Applaudissements).

Roger Chinaud, qui est membre de la Commission de la Défense nationale, et qui connaît bien ces problèmes, sait parfaitement qui a pris les décisions essentielles pour nous doter de moyens modernes de défense, qui a soutenu, sur le plan parlementaire, cet effort, et qu'on ne vienne pas me dire qu'on peut invoquer tout à coup les nouveautés ou les nécessités du moment. Pas du tout ! L'effort de défense est celui qui se prépare le plus longtemps à l'avance.

Personne n'a le droit de venir parler aujourd'hui de la sécurité de la France s'il n'y a pas réfléchi il y a cinq ans, il y a dix ans ou il y a quinze ans.

Les armements qui entreront en service à partir de 1984, et qui feront de la France la 3ème puissance militaire du monde, à égalité, au point de vue technologiques, et à partir d'une technologie entièrement française, avec les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique. Nous aurons 1e même niveau d'armement qu'eux, parmi les armements les plus avancés. Ce sont des décisions qui ont été prises en 1975, pour produire leurs effets en 1984.

A l'heure actuelle quand je me préoccupe de la génération future des armements français, quand nous décidons de construire, par exemple, 2 porte-avions à propulsion nucléaire, lorsque nous nous préparons à remplacer pour l'avenir notre système de transports par avions par des moyens nouveaux, ce sont des décisions pour 1990 ou 1995.

Alors, qu'on ne vienne pas découvrir dans les semaines d'une campagne électorale les nécessités de la défense de la France ! (vifs applaudissements).

Cet effort de sécurité bien entendu sera poursuivi et maintenu, il sera même par la nécessité de notre époque accru au cours des années à venir. Cet effort, il sera complété par notre effort pour défendre la paix et le rang de la France dans le monde. J'ai des témoins, et je ne parle pas des témoignages de tel ou tel chef d'État ou de tel écrit publié ici ou ailleurs, je parle du témoignage des Français de l'étranger, ou du témoignage des Français qui vont ou qui viennent de l'étranger. Je leur demande, là où ils sont, d'interroger l'opinion publique, d'interroger les responsables sur le jugement que l'on porte sur le rang de la France à l'heure actuelle et sur la capacité des dirigeants de la France à la représenter dans le monde. Donc le rang de la France sera maintenu. Ce rang de la France, il exige de temps en temps que des décisions difficiles soient prises. Je vous en citerai deux : une décision d'abord qui était, vous le savez, celle d'intervenir dans un pays lointain, à sa demande, à la fois pour assurer la sécurité de nos compatriotes qui s'y trouvaient, et aussi pour éloigner la menace politique de déstabilisation du pays le plus peuplé du centre du continent africain, je veux dire l'opération Kolwezi. (Applaudissements)

On me demande parfois, je ne sais pas pourquoi - c'est rituel dans certaines discussions dans les émissions télévisées - : existe-t-il une solitude du pouvoir ? Eh bien je ne sais pas s'il existe une solitude du pouvoir, mais il a existé la solitude de Kolwezi, car lorsque j'ai pris cette décision, et pendant toute la durée critique de son exécution, c'est-à-dire toute la journée d'un vendredi où à partir de 7 heures du matin nos avions avaient décollé, et où nos hommes ne pouvaient commencer à sauter qu'à partir de 3 heures l'après-midi, - nous n'avions pas de liaison directe, - j'ai écouté, j'ai lu toutes les déclarations qui ont été faites et je n'ai eu aucun soutien, je dis bien, relisez les journaux, aucun soutien clair et sans équivoque.

Je ne sais pas s'il y a la solitude du pouvoir, mais je peux vous dire qu'il y avait la solitude de Kolwezi (Applaudissements)

Je continuerai l'action pour la paix.

Il ne faut pas croire, même si à l'heure actuelle, dans notre partie de l'Europe, les causes anciennes de nos conflits et en particulier les conflits avec nos voisins, ont disparu de la scène historique, il ne faut pas croire, à aucun moment de l'histoire, que la paix est à ce point acquise qu'il n'y pas matière à combattre ou à lutter pour la paix. Chaque fois qu'il y a eu le déclenchement de grands conflits dans le monde ou presque chaque fois, certains dialogues auraient pu éviter ou différer ces conflits. Je dis presque chaque fois parce qu'il y a aussi des complots contre la paix, et je pense en particulier au complot qui était celui de l'Allemagne nazi.

Mais je considère qu'à partir d'une position de force qui est la nôtre, le dialogue fait partie du combat pour la paix et si je suis allé rencontrer successivement, d'ailleurs, les grands dirigeants du monde, et si je continue à le faire en votre nom, c'est afin que tous ceux qui ont à prendre des décisions dont dépendent la paix et la sécurité du monde soient exactement informés des intentions les uns des autres. (Applaudissements)

On me pose la question surprenante : qu'avez-vous dit ?

On croirait que la France ne s'exprime jamais par des textes ou par des documents de référence. Le document de référence sur les positions que j'ai prises au cours de l'année 1980, c'est le document que nous avons établi avec soin avec des partenaires de l'Allemagne Fédérale, lors de la rencontre franco-allemande du 5 février 1980, où nous avons définie, publiée, rendue publique notre attitude sur les deux sujets essentiels, c'est-à-dire l'Afghanistan et toute nouvelle action qui pourrait être entreprise en Europe.

Nous avons indiqué sans équivoque, ce qu'était notre mise en garde et ce que serait notre attitude et lorsque j'ai rencontré, par exemple, mon interlocuteur de Varsovie, c'était ce texte que j'avais à la fois avec moi et dans l'esprit (Applaudissements).

Le rôle de la France dans le monde. Voulez-vous un exemple ?

Celui de la Pologne.

Quel est le pays qui a compris depuis l'origine, l'aspiration et l'effort du peuple polonais ? Depuis mon élection, il n'y a pas d'année où je ne me sois rendu en Pologne pour nouer avec ce pays des relations étroites conformes à la tradition historique de l'amitié franco-polonaise.

Depuis l'été dernier, sans équivoque à tout instant la France a exprimé son attitude, qui est le droit des Polonais, comme de tous les peuples du monde et de tous les peuples d'Europe, à décider eux-mêmes de leurs affaires, librement, sans intervention extérieure et sans violence intérieure revenant sur les acquis du peuple polonais. (vif applaudissements)

Nous l'avons fait dans un esprit d'amitié et de compréhension vis-à-vis des problèmes de ce peuple qui fait face à la fois, à l'heure actuelle, à son problème politique que nous connaissons, et à ses problèmes économiques et sociaux.

Notre règle, c'est de faire en sorte qu'on laisse vivre la Pologne, et notre attitude sera d'aider à faire vivre la Pologne. D'ailleurs, dans une campagne, ceux qui connaissent les réalités, parce qu'ils ont exercé des responsabilités ou des mandats - ce sont des parlementaires, qui ont donc les moyens de formation et de connaissance - pourquoi ne disent-ils pas, ou pourquoi ne savent-ils pas ce que la France a fait à cet égard ?

En 1980, premier pays par l'importance de son aide à la Pologne : la France. 1980, ce n'est pas dans la campagne électorale.

En 1981, qui est-ce qui préside à l'heure actuelle le groupe des pays qui cherchent une solution aux difficultés financières de la Pologne ? Quel est ce pays ? C'est la France. (Applaudissements)

Quel est le pays qui répond massivement aux besoins alimentaires de la Pologne ?

Nous avons indiqué ce matin, à l'issue du Conseil des Ministres, qu'après les livraisons que nous avons déjà faites à la Pologne - et notamment les tonnages très importants de céréales que nous avons livrés à la fin de l'année dernière - nous allons livrer, dans les semaines prochaines un nouveau tonnage qui représente 4 millions de quintaux de blé pour l'alimentation des Polonais, 4 millions de quintaux c'est-à-dire 330 trains de blé allant de France en Pologne, ou l'équivalent de 20 bateaux de 20 000 tonnes apportant aux Polonais la nourriture que leur enverront leur amis français. (Applaudissements)

Parmi ce qu'il faut maintenir, je n'avais pas pensé à faire figurer le maintien des institutions:

Etant Président de la République, considérant que les institutions ont été choisies, ratifiées, mises en oeuvre par le peuple français lui-même, je pensais que le maintien des institutions allait de soi. Mais, lorsque j'entends un certain nombre de propositions, je m'aperçois, au contraire, qu'il faut inscrire, dans l'action que l'on propose à la France, le maintien de nos institutions.

Pourquoi ?

Ces institutions, elles sont l'apport essentiel, l'apport historique du Général De Gaulle à la France. (Applaudissements). Si, à l'heure actuelle, nous avons les institutions les plus solides et les plus

efficaces d'Europe c'est en raison de l'action conduite à deux reprises, en 1958 et en 1962, par le Général De Gaulle pour en doter la France.

Quand j'ai été élu, en 1974, j'ai indiqué clairement que j'exercerais intégralement les attributions de ma fonction et que je maintiendrais intactes les institutions de la Ve République, Je les ai maintenues intactes. (Applaudissements). Je pourrai me dire, le matin de l'élection présidentielle, quand j'irai, comme chacun de vous, dans la petite mairie du Puy-de-Dôme où j'accomplis depuis l'origine ce que l'on appelle son devoir électoral, je pourrai me dire, au moment de voter pour un nouveau Président de la République : je laisse la France avec la force de sécurité la plus grande qu'elle ait jamais eue dans son histoire et je la laisse avec les institutions intactes qu'elle m'avait confiées sept ans auparavant. (Applaudissements)

Or, vous observez ce qui se passe actuellement en Europe occidentale. Au fil des jours, les images de la télévision, les échos de la radio, les articles des journaux, vous décrivent la situation d'instabilité politique ou de crise qui tourne et qui rôde autour de nous. Seule, à l'heure actuelle, la France y échappe.

Elle y échappe pourquoi ? A cause de ses institutions. Ce sont nos institutions qui différencient la France des autres pays, livrés aux convulsions ou aux crises.

C'est pourquoi ces institutions seront maintenues, c'est pourquoi, dans la campagne, j'appellerai les Françaises et les Français à confirmer leur attachement aux institutions de la Ve République. Qu'est-ce que ces institutions supposent ?

Elles supposent d'abord un Président qui ait un contrat clair avec la Nation, car un Président élu au suffrage universel doit être élu dans la clarté de ses engagements. Il faut qu'il y ait un mandat clair et ce mandat ne peut être ni dissimulé, ni différée. Il faut que, le jour du vote, les Françaises et les Français connaissent toutes les conséquences politiques de leur vote, (applaudissements) Il faut, ensuite, une Assemblée avec une majorité claire et cohérente. Une Assemblée et, Messieurs les Sénateurs, un sénat.

Une majorité claire et cohérente. Cette majorité existe, puisqu'elle a été élue en 1978 dans les conditions les plus régulières par les Françaises et par les Français. Pourquoi donc veut-on la renvoyer ? Pourquoi veut-on, à trois ans d'intervalle, annuler le choix démocratique des Français, qui était un choix sans équivoque et qui était un choix de société ?

C'est pourquoi je considère que, tant qu'il n'y a pas de fait politique nouveau dans la vie parlementaire, le Président de la République ne dispose pas de l'Assemblée Nationale, il doit, au contraire, travailler avec elle, sauf si, au sein de cette Assemblée, apparaît un problème ou une situation nouvelle. C'est pourquoi j'ai indiqué que je ne dissoudrai pas l'Assemblée Nationale. (Applaudissements). Je n'offrirai pas à la France, dans l'année 1981, année de crise internationale, économique - j'y reviendrai - année de graves échéances extérieures avec le changement de l'administration américaine, avec les grands rendez-vous du printemps, les grandes négociations qui vont se succéder à partir du mois de juin, je n'offrirai pas à la France une permanence électorale de quatre mois, c'est-à-dire un pays qui, pendant quatre mois, ne pourra rien décider d'essentiel et ne pourra rien entreprendre qui résolve ses problèmes. (Applaudissements)

Cette majorité doit être une majorité, c'est-à-dire qu'elle doit être organisée comme telle.

J'ai parlé d'un contrat. Qu'est-ce que j'ai voulu dire ?

J'ai voulu dire que les parlementaires qui, au lendemain de l'élection présidentielle, seront appelés à voter pour le Gouvernement nouveau, ces parlementaires, en émettant ce vote, devront se sentir, devront se déclarer, devront se reconnaître comme les membres de la majorité qui devra conduire, au Parlement, le travail législatif de la France.

C'est pourquoi je souhaite qu'après la clarté de l'élection présidentielle, il y ait ensuite la clarté de la vie de la majorité à l'Assemblée Nationale.

Il faut, enfin, un Gouvernement responsable.

Vous savez qu'au cours des dernières années, on a parfois contesté l'action des Gouvernements, en dépit du travail patient, courageux, désintéressé, méritoire, du Premier Ministre... (vifs applaudissements)... qui avait à conduire le redressement économique de la France et qui a établi nous le verrons les bases solides à partir desquelles nous pourrions entreprendre de

claire, nous le verrons, les bases solides à partir desquelles nous pourrions entreprendre de nouvelles actions.

Eh bien ! Ce Gouvernement, l'Assemblée Nationale avait à tout moment le moyen de le contrôler, c'est-à-dire de mettre un terme à son action. Dans les institutions de la Ve République, il ne peut pas y avoir de Gouvernement qui ne soit soumis au contrôle parlementaire. Cela veut donc dire - il faut que ce soit clair - qu'il ne peut pas y avoir de Gouvernement intérimaire en France sans qu'il y ait une Assemblée, en même temps, pour contrôler son action, car ce serait là, alors, le pouvoir personnel et le pouvoir présidentiel ! (applaudissements) Il peut naturellement, dans des périodes électorales, y avoir des Gouvernements qui expédient les affaires courantes - c'est la tradition républicaine - mais ils ne peuvent prendre aucun engagement, ils ne peuvent bouleverser aucune des structures de l'économie ou de l'Etat tant qu'il n'y a pas une Assemblée élue qui puisse, le cas échéant, exercer son contrôle sur leur action.

C'est pourquoi, je le dis nettement, il ne peut pas y avoir et il n'y aura pas, en France, de Gouvernement intérimaire. (Applaudissements)

J'en viens à ce que nous devons accomplir ensemble.

Il y a tant d'objectifs, tant de chapitres, que je ne vous les décrirai pas tous, mais je vous demande de suivre au jour le jour ma campagne pour voir ce que sont ces différents thèmes et ce que sont ces différentes actions, des actions précises, des actions chiffrées, des actions vérifiables.

D'abord, premier objectif : l'emploi.

La France souffre et quand je dis qu'elle souffre, je veux dire qu'elle souffre, ce n'est pas un mot abstrait ce n'est pas ce qu'on appelle le langage figuré, c'est la souffrance... la France souffre à l'heure actuelle d'avoir un niveau élevé de demandeurs d'emploi et en particulier des chômeurs aidés, c'est-à-dire des hommes ou des femmes qui ont travaillé et qui ont vu leur vie de travail interrompue par le chômage, ou des jeunes et des femmes qui souhaiteraient travailler, qui se sont préparés au travail et qui ne trouvent pas à l'heure actuelle des emplois pour les accueillir. C'est pourquoi j'ai voulu que l'emploi soit l'engagement central de ma campagne.

(Applaudissements)

C'est un engagement écrit, détaillé, vérifiable, et vous avez noté la faiblesse, l'absence des critiques qui ont été adressées à mon programme, quelques slogans fatigués. Par contre, les organisations responsables et notamment les organisations socioprofessionnelles ont porté des jugements beaucoup plus nuancés, parce qu'elles connaissent les réalités du problème et parce qu'elles connaissent aussi les possibilités de solutions.

Le plan pour l'emploi que j'ai présenté est le seul programme cohérent, chiffré, qui vous soit proposé dans cette campagne, qui soit proposé à la France et qui en même temps n'écrase pas l'économie de charges insupportables qui finalement supprimeraient autant d'emplois qu'on s'efforcerait d'en créer. (Applaudissements)

A cet égard, deux réflexions simples, mais que désormais les Françaises et les Français, dans leur sagesse, partagent et connaissent, parce qu'il y a eu des débats sur ce sujet et quand on parle, par exemple, des 35 heures et quand on ne parle pas du problème de la compensation de ces 35 heures c'est à dire qu'on ne dit pas si on les paiera au niveau de 40 heures ou de 35 heures on reste dans l'équivoque, à partir d'un débat qui a été discuté au Plan pendant des mois, par les partenaires sociaux, qui a été discuté ensuite entre les syndicats et le patronat au cours de la discussion sur la durée du travail où les partenaires sociaux ont apporté, de part et d'autre, des réflexions utiles.

Il faut savoir que les 35 heures non compensées ruineront les entreprises petites et moyennes françaises, elles ne sont pas en état de les supporter. (Applaudissements)

L'autre voie qu'on propose pour résoudre le problème de l'emploi, c'est une voie bien connue, c'est une voie bien balisée, c'est une voie sur laquelle la France a fait dans le passé de nombreux et amers voyages. C'est la voie du défi.

Pendant cette crise, mois après mois, le Gouvernement dans son action, le Parlement dans ses votes, se sont efforcés d'éviter à la France de tomber dans la situation du déficit budgétaire, du déficit extérieur dans des ordres de grandeur qu'on ne peut pas ensuite rattraper.

L'autre voie qu'on vous propose, c'est la voie bien connue, bien balisée, souvent parcourue, du déficit et ne croyez pas qu'elle mènerait à l'emploi. Toutes les expériences que vous pouvez observer autour de nous en Europe montrent que le déficit conduit au chômage. Et si la France par malheur, s'écartait de la voie de l'effort qui est actuellement la sienne et choisissait la voie du déficit, la France n'irait pas vers moins de chômeurs, elle irait vers davantage de chômeurs, sachez-le et qu'on ne vous trompe pas... (Applaudissements)

Vous n'avez pas observé ce qui se passe en Europe ... Nous faisons partie d'une communauté de 10 Etats, cette communauté a des gouvernements de différentes tendances, qui pratiquent des politiques différentes : il y a des pays qui pratiquent la politique du déficit, il y en a même tout près de nous, il y en a à notre frontière Nord, eh bien lorsque vous regardez leur situation que beaucoup d'entre vous ont le moyen de connaître ... maintenant on connaît la situation en Europe, vous voyez des pays qui ont un déficit budgétaire qui représente 10 % de leur production intérieure brute, alors que le déficit de la France, l'année dernière, était inférieur à 1 % de la production intérieure brute ... est-ce qu'ils ont moins de chômeurs que nous ? Ils en ont davantage !

Les pays qui, actuellement, ont un grand déficit budgétaire ont plus de 10 % de chômeurs par rapport à leur population active, alors il faut que les Français le sachent quand on leur fait des propositions de dépenses, ici ou là : le déficit conduirait au chômage.

C'est pourquoi j'ai tenu à présenter des propositions cohérentes, chiffres, que la France peut réaliser pour créer 1 million d'emplois d'ici 1985 sans creuser son déficit.

C'est un programme qui est dédié aux jeunes... (Applaudissements)... parce que le problème de l'emploi en France tient en grande partie à l'arrivée des générations jeunes, vivantes, ardentes, sur notre marché du travail et la France est un des pays qui continuent à créer des emplois, mais elle ne crée pas suffisamment d'emplois à l'heure actuelle pour accueillir tous ces jeunes.

Si elle accueillait tous ces jeunes, soit dans une formation, soit dans un emploi, alors la création d'emplois dans l'économie française pourrait permettre de réduire le nombre des demandeurs d'emploi et c'est pourquoi je fais de l'emploi des jeunes l'engagement central de ma campagne. (Applaudissements)

Enfin, je voudrais vous rappeler que dans le septennat qui s'achève, j'avais mis l'accent - et Monique Pelletier l'a rappelé tout à l'heure - sur deux problèmes à la fois de justice et de responsabilité, c'était la situation des personnes âgées et le rôle des femmes dans la société française ... (applaudissements).

La situation des personnes âgées : les Françaises et les Français ont accompli ensemble un effort de solidarité d'une ampleur sans précédent. Si nous nous étions contentés de suivre la hausse des prix, c'est-à-dire si les prestations vieillesse avaient simplement suivi la hausse des prix, nous aurions dépensé 50 milliards de francs de moins que ce que les Françaises et les Français ont apporté en témoignage de solidarité et d'affection aux plus âgés d'entre eux.

Cet effort, toutes les personnes âgées le connaissent et le reconnaissent. A ma stupéfaction, les candidats ne le connaissent pas !

J'ai sous les yeux - et si dans cette campagne, vous verrez, j'y reviendrai tout à l'heure, je ne polémique pas, par contre j'ai le devoir de rectifier les inexactitudes - le compte rendu paru ce matin d'une émission de télévision d'hier soir, à laquelle je n'assistais pas, puisque j'avais la chance d'avoir devant moi l'auditoire de 20 000 lorrains à Metz... (Applaudissements)... il a paru ce matin et cet après-midi encore le compte rendu suivant des engagements pris en ce qui concerne les personnes âgées sous le titre, je vous le livre : "Des propositions économiques précises", voilà le § 4 : il préconise d'augmenter à 17 000 F par an au lieu de 14 000 F les allocations vieillesse... Et je reprends dans la presse de cet après-midi la même information qui est l'engagement de porter de 14 000 F à 17 000 F par an les prestations vieillesse.

Eh bien, Mesdames et Messieurs, les personnes âgées de France, voilà vraiment une connaissance approfondie, attentive de votre situation individuelle, voilà vraiment des hommes qui sont proches de vous, puisqu'ils vous proposent comme objectif de porter votre minimum vieillesse au niveau qui est, depuis le 1er janvier dernier, déjà le vôtre (Applaudissements).

Le minimum vieillesse était à 14.000 F. au 1er juillet 1979, et tous les parlementaires qui ont suivi les débats budgétaires, et toutes les personnes âgées de France savent que depuis le 1er janvier dernier, il a été porté précisément à ce niveau, et mon objectif sera de poursuivre avec vous cet effort de solidarité envers celles et ceux qui nous ont donné la France !

(Applaudissements).

Je voudrais maintenant, encore vous indiquer 3 objectifs, avant de vous quitter après cette soirée qui est longue pour vous, et avant vos travaux, vos tâches de demain.

D'abord, si nous voulons créer des emplois en France, il nous faut une industrie puissante et compétitive, et je le dis tout près de ces jeunes industriels qu'il y a autour de Meudon et qui montrent bien la capacité française d'organiser des industries puissantes et compétitives, grandes, petites et moyennes, car il y a, dans la diversité des productions à réaliser dans la diversité des tâches, place en France pour des entreprises petites, moyennes et grandes. Elles doivent être compétitives, c'est-à-dire qu'elles doivent supporter des charges qui soient tolérables par elles, et c'est pourquoi nous avons conduit un effort de modération de ces charges. Vous savez, par exemple qu'en 1980, face à une situation de déficit très grave de la Sécurité sociale qui mettait en jeu l'existence même du système, nous n'avons pas recouru à la solution de facilité qui consistait à accroître les charges des entreprises. Nous ne l'avons pas fait. Nous avons au contraire entrepris avec le concours de l'un des vôtres - car je crois que M. Farge habite Meudon - le redressement du système de santé de façon à conserver la structure libérale de notre système de santé et en même temps, à ralentir l'accroissement des dépenses.

Mais également si vous vouliez avoir des entreprises compétitives, il y a une décision centrale c'est que nous devons avoir des sources d'énergie indépendantes. Nous avons vu, en 1974 et 1975, nous avons vu en 1979 et 1980, ce que nous coûtait l'augmentation du prix du pétrole. Nous avons donc le devoir de remplacer cette source d'énergie importée par une énergie nationale.

A l'heure actuelle 1/3 de l'électricité produite en France est une électricité entièrement française (Applaudissements)

Et je pose une question simple : qui l'a décidé ? Qui l'a fait ? Et qui l'a combattu ?

Or, j'estime que cet effort de politique énergétique de la France c'est probablement la décision qui restera parmi les plus importantes de cette époque & c'est celle qui va nous donner un avantage sur les autres.

Quand je rencontre certains de nos grands partenaires, occidentaux, qui sont nos amis, qui sont mes amis, et je cite par exemple le Chancelier Helmut Schmidt, il me dit : "Vous êtes en train, à l'heure actuelle,- et je le sais très bien - de prendre sur nous un avantage décisif à cause de votre programme d'électricité nucléaire". Et vous allez le voir année après année. Lorsque nous installons une usine nouvelle en France à l'heure actuelle, nous pouvons lui fournir - quand je dis nous, c'est l'Electricité de France - l'électricité à un tarif inférieur de moitié à celui qui lui serait fourni si c'était une électricité d'origine thermique et vous allez voir progressivement dans toute l'industrie française, grande, moyenne et petite, cet avantage se concrétiser et vous donner une supériorité sur les autres. (Applaudissements)

Il faut enfin développer notre science, notre technique, notre technologie. Cela a été toujours pour moi, pendant tout ce septennat, une obsession constante : comment élever le niveau de la recherche en France ? Comment améliorer les applications de la science sur notre industrie ? Comment rapprocher tous ceux qui, en France, cherchent, recherchent, produisent et travaillent ? Nous sommes en train de rejoindre le premier rang.

Nous l'avons rejoint, vous le savez, pour la médecine, dans certaines branches de la recherche médicale & la recherche médicale française est, à l'heure actuelle, la première du monde.

Nous l'avons rejoint pour l'espace. Nous l'avons rejoint pour la technique électronucléaire, et je souhaite que la France devienne un des pays dont la science, dont la connaissance soient reconnues dans le monde. Quelle ambition plus grande, pour notre jeunesse et pour son emploi, de se dire qu'elle sera la jeunesse la mieux formée, la mieux qualifiée du monde, et qui se sera tournée vers toutes les technologies d'avenir. (Applaudissements).

Vous avez parlé tout à l'heure des divisions des Français & c'est Roger Chénard, je crois, qui en a

vous avez parlé tout à l'heure des divisions des Français et c'est Roger Chinnade, je crois, qui en a parlé. Il y a des divisions politiques entre les Français. Je vous dirai que ces divisions politiques sont parfaitement légitimes mais ces divisions politiques sont-elles aussi profondes, à la base, qu'il apparaît lorsqu'il y a les débats d'état-major ou les débats au sein du personnel politique ? Je n'en suis pas sûr.

Par exemple, dans cette campagne que je découvre avec vous puisque je n'en suis qu'à mon deuxième jour, je m'aperçois d'abord que c'est la campagne la plus calme et la plus démocratique qui ait jamais été faite en France. Je m'aperçois ensuite que malgré l'importance des grands moyens audio-visuels, les Françaises et les Français se déplacent comme vous ce soir à Meudon pour y participer personnellement. Or, nous nous souvenons très bien, les uns et les autres, des préaux jadis déserts dans lesquels se déroulait le débat politique de la France. Les Français entendent prendre en mains, ensemble, le destin politique de leur pays, mais nous devons tout faire pour ne pas accroître les divisions entre les Français. C'est pourquoi j'entends conduire une campagne qui soit une campagne positive, une campagne qui soit faite pour proposer et non pas une campagne qui soit faite par détruire. Ce sera la règle constante de ma campagne. (Applaudissements).

Je vois monter peu à peu dans la société française et notamment dans sa jeunesse ce grand groupe central qui sera l'expression politique, l'expression sociale de l'unité française de demain. Je vois déjà dans la jeunesse, à partir des efforts qui ont été accomplis pour que tous les jeunes Français aillent dans le même collège, pour rapprocher l'enseignement général de l'enseignement technique, se préparer une jeunesse Française beaucoup plus unie qu'elle ne l'était dans le passé, et, dans la société française, dans vos villes, on voit apparaître ce groupe central, celui des cadres, celui des employés, celui des ouvriers qui se spécialisent, celui des enseignants, celui des chercheurs, qui constitue un noyau à partir duquel nous pourrions reconstituer et organiser l'unité de la France.

Je souhaite que dans cette campagne les Français viennent avec moi à la recherche de l'unité, et je souhaite que l'image que nous leur offrons soit l'image d'une société réunie et non pas l'image d'une société éclatée. (Applaudissements).

Ce sera, pour conclure, le sens de notre campagne. Je ne veux pas faire une campagne solitaire d'un candidat qui fait campagne pour lui même, tout seul, et qui pense que la grande proposition qu'il doit faire aux Françaises et aux Français, c'est de le désigner lui et pas un autre.

Je veux faire au contraire une campagne avec vous pour que cette campagne serve à préparer et à éclairer l'avenir de la France. Et pour que le 10 mai au soir, la France connaisse mieux ses problèmes, connaisse mieux les solutions et qu'elle ait davantage confiance dans son avenir.

Or, cette campagne là, il faut que vous la fassiez avec moi. Je la commence avec vous mais je compte que vous la poursuivrez avec moi... (Applaudissements)... dans votre vie familiale, dans vos lieux de travail, partout où s'exercent votre activité, votre influence, ou simplement auprès de vos amis ou de vos voisins. Il faut que la France apparaisse au sortir de cette campagne, comme une grande famille française solidaire pour faire face aux crises et aux périls, et je vous dirai que la formule, face à ces périls, c'est de vous proposer l'alliance du coeur et de la raison.

(Applaudissements).

Souvent, quand on s'adresse à vous, on emploie le langage du coeur et en même temps, on cherche à cacher les nécessités de la raison. Et parfois, ailleurs, on parle le langage de ce que serait la raison en oubliant que les Français sont des êtres sensibles, chaleureux, qui ont besoin d'un élan affectif dans la conduite de la politique nationale. C'est pourquoi je vous propose l'alliance du coeur et de la raison et mes deux emblèmes au cours de cette campagne seront le coeur et la raison. Je vous pose les deux questions : que peut le coeur sans la raison ? Et que vaut la raison sans le coeur ? (Vifs applaudissements)

Je vous demande de m'aider dans cette campagne pour que le 10 mai au soir, avec vous, grâce à vous, ce soit la France qui gagne !

(Très vifs applaudissements)